

DIAL 3090

BRÉSIL - L'Église et les questions de politique agraire au Maranhão, première partie

Victor Asselin

vendredi 1er janvier 2010, mis en ligne par [Dial](#)

Victor Asselin, prêtre missionnaire au Brésil, revient, dans cette conférence prononcée à São Luis do Maranhão en octobre 2008, sur l'histoire de l'engagement de l'Église aux côtés des sans-terre. Ce texte, qui est celui d'un acteur et d'un témoin, a été publié en portugais (Brésil) sur [AlterInfos-DIAL](#), le 10 août 2009. Nous publions ici la traduction française de la première partie. Les [deuxième et troisième parties](#) ont paru dans le numéro de [février](#).

Qu'il me soit permis, en rappelant l'histoire ecclésiale des années 60 à 90, de dédier ces lignes et de rendre hommage aux travailleurs et travailleuses de la zone rurale de l'État du Maranhão [1] et de la périphérie de São Luis. Leur courage et leur lutte ne peuvent nous inspirer qu'un sentiment d'indignation devant une si grande corruption et de reconnaissance pour le don de la vie de tant de victimes.

Le titre qui m'a été proposé est : « Les Églises chrétiennes et les questions de politique agraire au Maranhão ». Il m'est difficile de traiter le sujet de manière exhaustive, car mon propos n'est pas le résultat d'une longue recherche. C'est plutôt le fruit d'une expérience de vie. J'ai consulté quelques notes que j'avais gardées et j'y ai joint les souvenirs que ma mémoire a conservés. Je parlerai exclusivement des communautés de base (ainsi s'appelaient-elles à l'époque), dans les zones rurales et dans l'île de São Luis, comme d'une façon neuve d'être Église ou, selon l'expression de Dom Pedro Casaldáliga, « la manière qu'ont trouvée les pauvres d'être Église ».

Donc je ne traiterai pas de l'action traditionnelle de l'Église dans la zone rurale ; je n'aborderai pas non plus l'action de l'Église dans la ville de São Luis au moment où ont commencé les occupations de terrains urbains.

Dans un premier temps, je décrirai l'action des communautés de base au Maranhão en quatre périodes :

- Avant 1968 ;
- 1968-1975 : temps de la découverte de leur identité ;
- 1976-1989 : temps de la réflexion approfondie sur la foi et la vie, la religion et la politique ;
- Après 1989 : temps d'hésitation.

Dans une deuxième partie, je traiterai le problème de la terre à l'époque et la violence exercée sur les travailleurs et travailleuses en milieu rural.

Dans une troisième partie, je retiendrai quelques points qui me paraissent importants comme résultats de l'action des communautés et je conclurai en formulant quelques défis qui se posent à l'Église du Maranhão.

Première partie - L'église catholique

1.- Avant 1968 : temps de gestation des communautés de base

Au Maranhão, à la fin des années 60, existaient l'archidiocèse de São Luis, trois diocèses et cinq prélatures : Caxias, Grajaú, Carolina, Pinheiro, Viana, Balsas, Bacabal et Cândido Mendes (aujourd'hui appelé Zedoca). Dom Mota succéda à Dom Delgado en 1964 comme archevêque. Dom Fragoso, auxiliaire de Dom Delgado, fut nommé à Crateus et Dom Edmilson arriva en 1966 comme auxiliaire de Dom Mota. Tous les évêques des diocèses et des prélatures, à l'exception de Cândido Mendes, étaient des religieux, et, sauf à Caxias et à Bacabal, étaient des Italiens. Plus tard furent créés les diocèses de Coroatá, Brejo et Imperatriz.

Dom Delgado et son auxiliaire étaient très intéressés par les questions sociales et ils encouragèrent clairement le développement de l'éducation de base. Le laïcat militant de l'Action catholique, à l'œuvre dans la société, ainsi que la direction de la Conférence des évêques, se montraient favorables aux « Réformes de base » proposées au début des années 60 par les autorités gouvernementales. Paulo Freire avait lancé, avec la « pédagogie des opprimés » [2], le « Mouvement d'éducation de base » (MEB). S'y étaient engagées l'ACO (Action catholique ouvrière) dans la ville de São Luis, ainsi que l'ACR (Action catholique en milieu rural). Mais le coup d'État du 31 mars 1964, imposé par la force militaire, fit avorter le projet.

L'annonce d'un Concile œcuménique, faite par le pape élu en 1958, Jean XXIII, a engendré de nouvelles attentes. Il y avait des questionnements sur l'un des modes d'assistance religieuse de l'Église catholique aux populations de la zone rurale du Maranhão, la dispense d'obligation (« *desobriga* ») [3]. Quelques inquiétudes s'exprimaient dans la prélature de Pinheiro, à la fin des années 50, après l'arrivée des missionnaires canadiens. M^{gr} Gérard Cambron fut celui qui ouvrit le dialogue.

Les années de la tenue du Concile Vatican II aidèrent les prêtres à comprendre la nécessité de transformer la façon d'être Église. Une attention permanente était portée aux débats du Concile. Un mouvement de création de petites communautés commença, en particulier dans les zones rurales, sous l'impulsion de catéchistes dûment formés à cet effet. C'était une tentative de décentralisation du pouvoir du curé de paroisse. Il s'agissait pour ces communautés de diriger les activités religieuses et d'organiser les visites du curé en préparant les adultes au mariage et les parents au baptême de leurs enfants. Cette nouvelle pratique apparut en plusieurs paroisses de la Prélature de Pinheiro et de Balsas et, par la suite, dans les paroisses de la zone rurale de ce qui était alors l'archidiocèse de São Luis, et qui est devenu en grande partie le territoire des diocèses de Brejo et de Coroatá.

Il y avait quelques communautés vivantes à l'intérieur des communes de Rosario et d'Itapecuru. Je veux rendre un hommage particulier aux communautés de la région qui ont survécu à cette époque, malgré le manque d'accompagnement. C'étaient des communautés qui présentaient des caractères spécifiques. Dans cette région se signalaient des dirigeants comme Calixto, Justo, Davi et d'autres qui les rejoignirent plus tard.

Le Concile Vatican II fut l'occasion pour les évêques d'établir entre eux des relations. Nous savons que Dom Helder Camara fut un rassembleur persuasif pour les évêques latino-américains pendant leurs séjours à Rome. Durant cette période, les évêques comprirent la nécessité d'une pastorale plus organisée. Ce fut le début d'un processus de planification de l'Action pastorale au Maranhão et quelques diocèses prirent l'initiative de tenir annuellement une Assemblée pastorale diocésaine, réunissant laïcs, religieux et prêtres. La petite communauté, dite de base, qui existait déjà dans certaines zones sur le mode expliqué ci-dessus, était vue comme un substitut à la dispense d'obligation, ou en d'autres termes, un substitut à la paroisse. Cette situation provoqua une tension entre les tenants de chaque camp, créant parfois des difficultés pour agir entre les responsables et animateurs des communautés de base d'une part, et d'autre part les curés de paroisse qui restaient fermement attachés à l'action traditionnelle.

Ce fut une période où l'action de l'Église fut souvent remise en question. Un temps riche en recherches. Il

fallait dépasser la situation antérieure.

2.- Les années 68 à 75 : temps de découverte d'une identité

En 1968 commença une nouvelle étape : les communautés découvrent leur identité. En décembre de cette année-là se tint la première rencontre des communautés de base de l'archidiocèse de São Luis.

Participaient à cette rencontre les responsables de la paroisse de Tirirical, dans la zone qui, à l'époque, s'étendait du São Cristovão actuel jusqu'à Itaquí-Batanga, et les communautés qui forment aujourd'hui le territoire des diocèses de Brejo et Coroatá. La rencontre fut organisée par la coordination pastorale de l'archidiocèse, avec comme coordinateur le père Gérard Dupont, et comme animateur le père Albani Linhares, du diocèse de Sobral, décédé en septembre 2008 à Fortaleza. L'initiative fut renouvelée annuellement jusqu'en 1973.

Durant la décennie des années 70, nombreux furent ceux qui s'engagèrent dans la vie de l'Église. Avec la rencontre de Medellín « l'option pour les pauvres » venait donner un visage au Concile Vatican II en Amérique latine.

L'Institut latino-américain de pastorale donnait à Quito, en Équateur, un cours de six mois pour habiliter les agents de l'Église dans leur action pour la libération en Amérique latine. Le père Ernane Pinheiro, de Recife, avait suivi ce cours et voulait que d'autres personnes en fassent autant. Dom Luis, l'évêque de Caxias, l'avait également suivi.

Il fallait découvrir un nouveau chemin. Un paysan du village de Salgado de Itapipoca, au Ceará, a bien exprimé ce que les gens vivaient :

« ... Avec toute la foi et la bonne volonté que j'ai, je ne sais pas ce que je vais devenir. Mais je promets une seule chose : je ne vais pas continuer à travailler de la même manière car cette façon de travailler donne plus de chances aux exploités d'exploiter en travaillant le moins possible. Continuer à tenir des réunions, à faire des visites, en ne parlant que d'amour, d'union, de paix, de foi etc. et ne rien dire sur la souffrance du peuple, ce n'est pas supportable... Ce sont les grands propriétaires qui sont sans pitié et qui écorchent les pauvres... Voilà que j'ai ouvert les yeux... »

2.1.- L'organisation de l'archidiocèse de São Luis

Nous sommes en 1973. Pour réaliser un travail de concertation, en vue de l'engagement concret des gens, il nous fallait élargir l'horizon. Il existait déjà au Maranhão une organisation des communautés de base dans quelques diocèses. Néanmoins, le prêtre restait le pivot de l'action. « Là où il n'y a pas de prêtre, les gens s'abêtissent. C'est le prêtre qui fait l'animation locale ». Ainsi s'exprimait un laïc.

« Les communautés se sont développées, disait l'archevêque, et j'ai besoin pour elles d'un coordinateur à temps plein. » Naquit alors la coordination des communautés de l'archidiocèse de São Luis. Mais l'individualisme des agents et l'isolement des groupes communautaires firent apparaître la fragilité des communautés de base qui assuraient le culte dominical et la catéchèse.

Après des contacts avec les diverses régions, pour rechercher les voies les plus appropriées, nous avons organisé une grande rencontre des communautés de base de l'archidiocèse de São Luis, en décembre 1973. Il s'agissait de faire une évaluation approfondie de ces communautés. Le père Cláudio Perani du Centre d'études et d'action sociale (CEAS, « *Centro de Estudos e Ação Social* ») de Salvador de Bahia, assumait le rôle d'assistant auprès du père Albani Linhares du diocèse de Sobral dans le Ceará et du père Gérard Cambron. Le père Albani était très connu dans ce milieu. Depuis longtemps il accompagnait le travail des communautés.

La présence du père Cláudio Perani fut essentielle. Je reproduis quelques-unes des observations qu'il envoya après la rencontre. Il commençait en disant :

« Le fait de pouvoir réunir aussi facilement une assemblée nombreuse de paysans révèle le dynamisme du

travail réalisé dans le secteur rural.

J'ai été impressionné en voyant le degré de responsabilité du peuple : il sait exprimer sa propre parole, il assume, organise, questionne, prend ses responsabilités... »

Ensuite il posait deux questions :

- a. Le problème de la relation entre les agents et le peuple. Il disait :

« La nécessité de respecter le peuple et de favoriser sa prise de responsabilité, son autonomie et sa participation ne signifie pas, bien entendu, que l'agent doive s'effacer. Mon impression est qu'il a une tendance à l'effacement, au lieu de reconnaître sa propre influence et de la remettre en question pour mieux l'utiliser en faveur du peuple.

En premier lieu, même quand les gens résistent à une intervention directe, il s'agit d'exercer son influence par différentes autres façons...

En deuxième lieu, les affirmations du peuple ne peuvent pas être prises en compte telles quelles, comme une parole de l'Esprit Saint, du seul fait qu'elles viennent du peuple. Au contraire, plus elles sont spontanées, et plus elles risquent d'être ambiguës, conditionnées par toute une idéologie d'oppression qui est présente de mille manières dans la vie du paysan. Le rôle de l'agent n'est pas simplement technique, mais il doit offrir la possibilité d'une approche de plus en plus critique (qui libère). »

- b. La question de l'idéologie du peuple et des agents.

« La réunion plénière a montré la prévalence de points de vue individualistes et volontaristes. Individualistes : une grande part de l'attention était concentrée sur la responsabilité du "prêtre" et du "dirigeant". Volontaristes : beaucoup de solutions étaient proposées dans une perspective de foi, de patience, de courage, etc.

Il n'y avait pas d'analyse structurelle qui aurait mis en relation les différents problèmes, permettant d'aller plus en profondeur dans l'analyse des causes cachées. Étaient présentées seulement des solutions telles que : former la famille, éduquer les personnes, etc. dans une vision assez statique.

En outre, manquait une lecture plus "conflictuelle" de l'Évangile. »

Après cette rencontre, deux choses sautaient aux yeux : la nécessité d'une articulation entre les agents et les communautés de base et l'importance d'une analyse plus profonde de la réalité.

La rencontre de décembre 1973 ne resta pas sans réponse. Peu après la rencontre, Albani, Carolina et moi nous nous sommes réunis, sous le sigle VAC (Victor, Albani, Carolina). Nous nous sommes interrogés sur la manière d'articuler l'action des agents avec celle des communautés de base afin que chacun progresse à son propre rythme. Nous avons tenu une deuxième réunion en janvier 1974. À partir de là, organisation et formation avancèrent ensemble, dans l'espace de l'État [4], de la région et du pays.

Il est très important de noter qu'une des forces des communautés de base du Maranhão fut le fait de leur articulation aux divers niveaux, État, Région, Nation. Voyons cela.

2.2.- Articulation au niveau de l'État du Maranhão

En janvier 1974 débuta un processus d'articulation au niveau de l'État, avec la formation des responsables dans leur commune respective, selon leurs besoins. La rencontre annuelle de l'archidiocèse de São Luis, qui avait commencé en 1968, devint semestrielle (juillet et décembre) et on y invitait les responsables de tous les diocèses de l'État. Elle rassemblait de 100 à 120 personnes. La coordination de la rencontre, y compris le programme, la logistique et la restauration était assumée par le diocèse choisi à la fin de la rencontre précédente. Les thèmes qui jusque là étaient ceux de la vie interne de l'Église devinrent ceux de la vie du peuple : droits humains, droits et devoirs du travailleur, fiscalité, etc.

Les paysans commencèrent à ouvrir les yeux. Au moment de l'évaluation de la rencontre de décembre 1974, nous avons pu entendre des commentaires comme ceux-ci :

- « Cela nous a montré que l'aide à apporter n'est pas seulement spirituelle, mais également matérielle. »
- « J'ai découvert que nous avons des droits. Ce sera une base qui va me donner de l'assurance. »
- « Si quelqu'un me dit "Fais ceci", je lui répondrai : "Répète un peu, voyons cela calmement". »
- « Je suis content de savoir que le paysan peut réclamer. »
- « Je me sens très responsable. »

2.3.- Organisation régionale

À la même époque, une articulation s'est mise en place au niveau régional, c'est-à-dire dans l'ensemble MAPICE (Maranhão, Piauí et Ceará), qui constituait la division ecclésiastique NE 1 de la Conférence des évêques du Brésil (CNBB). Ce fut un temps riche en solidarité.

Les rencontres eurent lieu à Meruoca, au Ceará, du 20 au 25 février et du 21 au 30 août, et à Teresina, au Piauí. Des divergences apparurent à propos des terres de l'Église. Les gens se demandaient : comment pouvons-nous nous opposer à l'Église alors que nous en faisons partie ? Cette situation nous incita à effectuer, à plus grande échelle, un travail de libération. La pédagogie libératrice était notre souci principal.

De la rencontre de Meruoca en août 1974 naquit une équipe régionale qui se donna comme tâche l'accompagnement et l'animation des participants de la région MAPICE. Il était important pour nous de collaborer avec les autres groupes existants. Les membres de l'équipe continuaient à s'interroger sur la possibilité de prendre les initiatives nécessaires. Quel type d'interférence pouvons-nous exercer dans ce processus ? Comment éviter le danger d'élitisme ? Les agents s'organisèrent en petits groupes selon leur intérêt pour des études plus ou moins approfondies : histoire, religiosité populaire, syndicat, luttes populaires, lois sur la terre, lutte des classes et projet babaçu [5].

L'équipe du CEAS, en particulier Cláudio et Andrés, avec des visites de terrain et des cours de formation, a largement contribué à cette démarche d'organisation régionale.

2.4.- Articulation au niveau national

À la même époque, il apparaissait souhaitable d'entamer aussi un processus d'articulation nationale. Nous étions dans les années difficiles de la dictature. Quelques évêques s'étaient lancés dans un travail de coordination au sein de la CNBB et voulaient le prolonger jusqu'au peuple. Ils imaginèrent d'inviter plusieurs responsables de diverses régions du pays. La région étant déjà bien structurée, notre responsable régional reçut l'invitation. La première réunion eut lieu du 8 au 10 février 1974 à Salvador de Bahia. On cherchait des idées pour organiser la concertation au niveau national. Les préoccupations et les questions des participants étaient les mêmes que celles des gens du Maranhão. Que signifie « l'option pour les pauvres » ? « Avons-nous conscience d'être dominés ? »

Du fait de la conjoncture nationale, les participants ne voulaient pas et ne pouvaient pas être considérés comme un groupe organisé. Il fallait pourtant constituer un ensemble mais qui ne soit ni « clandestin », ni « public ». On s'accorda pour créer une communion entre des personnes-clés des diverses régions du pays pour favoriser les actions libératrices. C'est ainsi qu'on adopta les critères suivants pour évaluer une action libératrice :

- elle atteint la racine et ne se limite pas aux effets ;
- elle conduit à un changement ;
- elle éveille la conscience critique ; elle conduit le peuple à s'autodéterminer ;
- elle encourage la participation de la base.

Deux fois par an, ces personnes se rencontraient à l'échelon national.

2.5.- Rencontre de Vitória

À Vitória, dans l'État d'Espirito Santo [6], vivait Dom Luis Fernandes. Il était évêque auxiliaire de l'archidiocèse, très intéressé par les communautés de base. Il voulait faire une évaluation précise de leur travail. Pour cela, au second semestre de 1974, il décida d'inviter plusieurs personnes de diverses régions du pays qui travaillaient avec elles. La rencontre était prévue pour le 6 et le 7 janvier 1975. Il demandait d'envoyer avant la réunion le récit d'une expérience d'une communauté ecclésiale de base (CEB). C'est alors qu'apparut le terme « ecclésiale ». Il racontait que l'idée de cette rencontre était née d'un entretien avec Eduardo Hoornaert quand il s'interrogeait sur l'avenir des communautés de base. Et Eduardo de dire : « Pourquoi ne pas réunir ces groupes du Brésil dans le cadre du travail de recherche du diocèse de Vitória ? »

L'objectif de Dom Luis était, aidé par la collaboration des participants des diverses régions du pays, de découvrir des pistes concrètes pour le travail futur de l'Église de Vitória. À la fin de cette rencontre furent présentées diverses options qui servirent de matériaux pour l'élaboration des conclusions de la réunion. Dans mes notes je lis :

« Parmi les diverses options proposées, on a choisi, en premier lieu, de donner au terme "libération" une signification politique, culturelle et ecclésiale. En politique, le problème essentiel retenu est celui de la terre. Cela signifie qu'il faut prendre position sur la question de la propriété. Quant au problème ecclésial, il s'agit de créer un groupe de réflexion sur le passage du système clérical à un système nouveau à inventer qui devra permettre l'autonomie de la base. »

Ces options, discutées en réunion plénière furent reprises dans la formulation finale de la façon suivante :

« Obéissant à l'Évangile et aux appels qui émanent de la réalité vécue par le peuple, nous faisons le choix d'une évangélisation libératrice mise en œuvre par les communautés ecclésiales de base. Cela implique de notre part une option claire en faveur des opprimés.

Sur le plan politique, il importe que l'Église participe à la lutte du peuple pour sa libération, en dénonçant l'injustice sous toutes ses formes et toutes ses causes, en incitant à délivrer la société des entraves qui font obstacle à la fraternité et à la communion entre les hommes. »

Dom Luis n'avait pas cherché à lancer un processus d'organisation nationale des communautés. Mais c'est ce qui s'est produit, puisque l'année suivante, en 1976, il y eut une deuxième rencontre à Vitória, avec un plus grand nombre d'agents travaillant dans les CEB, et, en 1977, ce fut la rencontre de João Pessoa, qui se présenta comme la réunion d'un mouvement national des responsables engagés pour la cause du peuple. Ce fut le début d'une suite de rencontres nationales.

2.6.- Rencontre au niveau de l'Amazonie légale

Au moment de la rencontre de Vitória, le père Virgílio Uchoa, auxiliaire pour les questions des ministères à la CNBB, commença à organiser une rencontre de personnes travaillant sur le territoire de l'Amazonie légale, pour étudier la question de la terre.

Le 19 juin 1975, nous étions réunis, agents pastoraux des régions et membres des commissions régionales et nationale de Justice et Paix, à Goiânia. Nous travaillâmes jusqu'au 22 juin. Dans un premier temps nous avons entendu des discours de représentants de l'Institut national pour la réforme agraire (INCRA) et de la Confédération nationale des travailleurs et travailleuses en agriculture (CONTAG). Puis nous avons tenté une analyse critique de la problématique de la terre dans l'Amazonie légale. Nous avons repéré l'importance du cadre juridique de la propriété, de l'absence de réglementation sur la possession des biens, de la conscientisation et du comportement de l'Église. Nous avons fait la critique du modèle brésilien. Le lendemain est intervenu le Superintendant de la SUDECO (Superintendance de développement du Centre-Ouest - région Mato-Grosso), qui, en la circonstance, représentait le gouvernement.

Chemin faisant, se présenta une question : « Dans ce que nous sommes en train de faire, quel est l'objectif, la visée, et quelles sont les impasses et les contradictions dans l'action de l'Église ? » Les débats furent animés et préoccupants. Que faire pour que notre rencontre produise ses fruits ?

Je me souviens de cette nuit, où, dans une chambre, étaient présents Andrés, Cláudio, Ivo, Dom Pedro et moi, poursuivant informellement le débat. Nous cherchions un moyen d'orienter les conclusions de la rencontre. Je ne sais comment apparut l'idée de suggérer à Dom Moacyr Grechi, responsable des questions missionnaires de la pastorale de la CNBB, de créer auprès de lui une Commission d'appui pour l'examen des questions concernant la terre. Idée géniale. À la fin de la rencontre, la proposition fut présentée, votée et approuvée. Venait de naître la Commission pastorale de la terre (CPT) comme organe d'appui à l'évêque responsable des activités missionnaires de la CNBB.

3.- Années 1976-1989 : le temps de la maturité

Le Maranhão était en pleine crise. Après le « Maranhão nouveau » de l'ex-gouverneur José Sarney, l'État connaissait de vives tensions, des violences et des morts. La falsification des documents de propriété prospérait de toutes parts, en particulier dans la région du Pindaré [7], dans le diocèse de Viana. Le nouvel évêque, qui avait participé à la rencontre de l'Amazonie légale, arrivait pour « mettre de l'ordre » et en finir avec le souvenir de Dom Hélio Campos.

La nouvelle de la création de la Commission pastorale de la terre fut bien accueillie au Maranhão. Elle était reçue comme la récompense de tous les efforts de tant d'agents de l'Église engagés auprès du peuple.

Ivo Poletto prit en charge le secrétariat exécutif à Goiânia. Pendant le second semestre de 1975, il visita les diverses régions, y compris le Maranhão, pour les informer. Dans l'archidiocèse de São Luis, où j'étais chargé de la coordination des CEB, l'archevêque Dom Mota n'avait pas encore donné son accord. Il le fit après la création officielle de la Commission pastorale de la terre au Maranhão, décision prise par les agents déjà engagés dans les CEB et divers mouvements populaires.

La Commission développa le processus d'articulation entre les communautés ecclésiales de base et leur imprima un nouveau dynamisme, rêve que l'équipe de coordination poursuivait depuis plusieurs années.

Les rencontres nationales allaient se succéder. Cependant, en mai 1976, on se rendit compte que le milieu rural se présentait mieux organisé et articulé grâce à la Commission pastorale de la terre, que les Indiens avaient déjà leur propre organisation avec le Conseil indigéniste missionnaire (CIMI) et que le milieu ouvrier était aussi organisé, en particulier dans les régions de São Paulo, où était née la Commission de la pastorale ouvrière (CPO). On décida alors de cesser ce genre de rencontre, puisque l'objectif avait été rapidement atteint, à savoir la mise en réseau des différents visages du peuple de Dieu en action. La même année, en août, l'équipe de coordination du MAPICE se demanda également s'il fallait continuer les rencontres au niveau régional. Après une évaluation des derniers événements, nous sommes arrivés à la conclusion que ces rencontres régionales avaient elles aussi rempli leur mission. La racine de la concertation entre les communautés ecclésiales de base était plantée et il revenait aux jardiniers de continuer à la cultiver.

En constatant ce qui s'est passé et la prise de conscience progressive des ruraux, hommes et femmes, il n'y a plus de doute aujourd'hui. La création de la Commission pastorale de la terre en juin 1975 fut un geste prophétique pour certains et une folie pour d'autres ; elle n'est pas née par hasard ni par génération spontanée. Elle est arrivée comme un point de rencontre de divers chemins qui s'ouvraient. Et elle est venue comme une réponse à la quête des communautés ecclésiales de base : unir la foi et la vie dans une pratique politique et œcuménique. Le visage paysan de l'Église est devenu visible. Ce furent des années de maturation des communautés ecclésiales de base et de l'action de l'Église.

4.- Après 1989 : période d'hésitation

Le mouvement des « *Diretas já !* » (« Des élections directes, tout de suite ! »), et le travail de la

Constituante ont été marqués par la participation du peuple. Sa lutte s'est inscrite dans une Constitution qualifiée de « citoyenne », et, malgré les ambiguïtés, d'importantes conquêtes ont été obtenues. Les communautés ecclésiales de base du Maranhão, à l'exemple des autres régions du pays, ont apporté leur contribution à cette démarche.

Ensuite s'ouvrit une période d'hésitation : nous avons assisté au déclin de la concertation entre les mouvements, à la dispersion des forces, à la fermeture des espaces ecclésiaux conquis, à l'abandon, à la fuite et à l'affaiblissement des responsables, à la perte de la vision d'ensemble et de la motivation, à un manque d'information, etc. Finalement, ce fut comme si, avec le retour à un gouvernement civil, tous les problèmes avaient été résolus.

Cette période d'indétermination permit aux élites de continuer à maintenir les pauvres dans l'illusion. L'épiscopat n'avait plus la vigueur et le dynamisme des années 70-80. À partir de 1990 apparurent les nouvelles tendances dans l'Église. La priorité fut donnée au « spirituel ». On sentait l'influence des mouvements religieux internationaux. La hiérarchie de l'Église oublia peu à peu son engagement envers « les angoisses et les tristesses du peuple » et retourna à son fonctionnement interne, provoquant ainsi un changement radical dans la formation de ses agents de pastorale. Les communautés ecclésiales de base et les mouvements sociaux les plus significatifs ne trouvaient plus avec cette volte-face l'ambiance d'évaluation, de réflexion et de progrès dont ils avaient besoin. Ils prirent une certaine distance.

La [deuxième et la troisième parties](#) ont paru dans le numéro de [février](#).

- [Dial](#) - Diffusion d'information sur l'Amérique latine - D 3090.

- Traduction de Lucile et Martial Lesay pour Dial. Version française relue et complétée par l'auteur.

- Source (portugais) : *Conférence prononcée à São Luis do Maranhão, Brésil, en octobre 2008 et publiée sur [AlterInfos-DIAL](#) le 10 août 2009.*

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, le traducteur, la source française (Dial - <http://enligne.dial-infos.org>) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] État du Nord du Brésil. Voir <http://fr.wikipedia.org/wiki/Maranhão>.

[2] Paulo Freire, *La Pédagogie des opprimés*, Paris, François Maspero, 1977.

[3] Les paroisses étaient composées – il est encore ainsi – de multiples villages, parfois de 100, 200 et même plus. La paroisse prenait le nom du village central qui était le nom de la municipalité. Il était alors impensable que le curé de la paroisse puisse donner une assistance régulière à tous ces villages car il n'y avait pas de routes, d'autant plus que, durant la saison des pluies, l'accès aux villages était impossible. Les catholiques, par contre, avaient l'obligation de baptiser leurs enfants, de se marier, de se confesser et de communier une fois par année. La visite du curé dans les divers villages, une fois par année ou par deux ou trois ans était l'occasion de permettre à la population de se « désobliger » de leur obligation. C'est de cette situation que vient le nom de « *desobriga* ». Les communautés de base ont commencé à changer cette situation car les leaders préparaient les parents aux baptêmes, au mariage. Aujourd'hui pratiquement tous les villages sont reliés au village central par le réseau des routes. De plus, les normes de l'Église ont beaucoup évoluées.

[4] La République fédérative du Brésil est composée de 26 États, plus le district fédéral.

[5] Le babaçu est un palmier très présent dans la région du Maranhão.

[6] Cet État côtier se trouve au Nord de celui de Rio de Janeiro.

[7] Le Pindaré est un fleuve dans la région centrale de l'État du Maranhão.